

# Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 10 JUILLET 2017, à 19 heures

**Présents** : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, Adjointes – Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, Adjoint – Mmes BREVAULT Chantal, LE SCORNET Sylvie, MALOIZEL Madeleine, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, de LA PORTBARRE Dominique, LEMONNIER Philippe, LESNE Loïc, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Madame CHAMBIOT PONCET Soizick, adjointe, (pouvoir à Mme CASU Odile) ; Madame MAZEAU Laurence, conseillère municipale (pouvoir à Mme PERRIGAULT Chantal) ; Monsieur GIZARD Rémy, conseiller municipal (pouvoir à M. BERNARD René) ; Monsieur DUVAL Yvonnick, adjoint, (pouvoir à M. BOULEUC Yves) ; Monsieur SIGURET Jérôme, conseiller municipal (pouvoir à Mme THOMAS Huguette). Mesdames ENEL-REHEL Rozenn, LEPAIGNEUL Virginie - Messieurs JENOUVRIER Stéphane, LESAGE Samuel, PLIHON Sébastien et VUILLAUME Michel, conseillers municipaux.

**Secrétaire de séance** : Monsieur LESNE Loïc, conseiller municipal.

**Procès-verbal de la séance du 6 Juin 2017** : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

## **VOIRIE – RESEAUX**

### **2017.069 – Entrées d'agglomération – Lot 1 Marché EIFFAGE – Avenant N° 1 pour création de prix nouveaux – quantités et travaux supplémentaires**

Monsieur René Labbé, Adjoint aux travaux, informe l'assemblée que l'opération d'aménagement des rues d'Emeraude, du Clos Poulet et des Magdeleines est en voie d'achèvement.

Il détaille les situations techniques repérées au cours du chantier et qui requièrent la passation d'un avenant au marché du LOT 1.

#### **Objet du présent avenant :**

- Validation des prix nouveaux PN 1 à PN 10, notifiés par les ordres de service 4, 5, 6, et 11
- Validation de l'augmentation du montant du marché suite à des prestations complémentaires et quantités supplémentaires :
  - Reprise et création de branchements supplémentaires
  - Extension du réseau d'eau pluviale, exutoire des rues Clos Poulet Magdeleines

Le montant des plus-values mentionnées s'élève à la somme de 100 229.41 € HT en valeur de base du marché.

Les pièces constitutives de l'avenant sont : le présent avenant, les devis des entreprises, les ordres de service de prix nouveaux, le tableau récapitulatif des quantités réelles

Montant initial du marché LOT 1 : 1 261 329.00 € HT

Nouveau montant du marché LOT 1 avec avenant n° 1 : 1 361 558.41 € HT, soit 7,9% du marché

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 présenté ci-dessus pour le marché EIFFAGE (titulaire du LOT 1), qui s'établit au montant de 100 229,41 euros HT,
- **AUTORISE** le Maire à signer ledit avenant.

Observations :

- Il est à noter que des économies substantielles avaient été réalisées à l'attribution des marchés de travaux par rapport aux estimations du maître d'oeuvre. Une partie du présent avenant (soit 32 904,36 euros HT) devra être imputée sur le budget annexe d'assainissement, car concernant des dépenses d'assainissement. Pour le reste, les dépenses seront mandatées sur le budget général à l'opération « Entrées d'agglomération ».
- Par ailleurs, sur le terrain, il est relevé que certains marquages au sol « STOP » sont toujours manquants au niveau de la rue des Bernaches et de La Ville Auffray, ce qui crée une réelle dangerosité pour les automobilistes.
- Un panneau STOP manque également au niveau de la sortie RD du lotissement « Clos Guillou » - côté rue de Bellevue.

---

**2017.070 - Ajout au programme de voirie 2017 / Secteur de La Grande Fontaine-La Haute Barbotais / Lotissement Le Bocage**

Monsieur René Labbé, Adjoint aux travaux, rappelle que par délibération n° 2047.057 du 6 juin 2017, le conseil municipal a approuvé le chiffrage du programme de travaux voirie 2017.

Il rappelle les différentes prestations qui ont déjà fait l'objet de bons de commande, à savoir : parking de l'école privée (*prévoir réservation d'un stationnement handicapé*), La Beuglais, la Rue des Masses, ruelle de La Roche et VC Blessin (de la déchetterie vers la Roche).

Depuis cette date, par voie de pétition notamment, de très nombreux riverains des quartiers de « La Barbotais » et de « La Grande Fontaine » ont appelé l'attention de la commune sur les problèmes relevés dans leur secteur : étroitesse des voies, sinuosité, dégradation des bas-côtés, manque de visibilité, vitesse excessive des véhicules.

Monsieur le Maire précise qu'il était prévu de réaliser un aménagement dans ce secteur et qu'il est donc impératif d'en faire l'inscription au programme de voirie 2017.

L'entreprise COLAS a été interrogée pour chiffrer rapidement un dispositif de chicanes franchissables qui, tout en ralentissant la vitesse, préserverait le passage d'engins agricoles, nombreux à cet endroit.

Une limitation à 70 km/h sera installée sur la portion « la Croix de Bois - La Haute Barbotais » et à 50 km/h pour le carrefour de « La Grande Fontaine ».

Par ailleurs, Monsieur le Maire précise que le même dispositif de chicanes pourrait être chiffré pour la rue des Aulnes, où sont actuellement placées des chicanes provisoires.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** d'inclure dans le programme de voirie 2017 l'aménagement ci-dessus envisagé pour la voie communale allant de « Haute Barbotais » à « La Grande Fontaine », ainsi qu'un dispositif de chicanes pour le Lotissement du Bocage,
- **DEMANDE** à l'entreprise COLAS (*sise à Saint-Guinoux*) de chiffrer le coût de ces travaux,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Observations :

- Une fois expérimenté dans ce lotissement du Bocage et selon son coût, le dispositif de chicanes franchissables pourrait convenir également pour le Lotissement de Beaupré.
- Par rapport au sentiment que pourraient avoir les habitants, notamment en secteur rural, Monsieur le Maire précise que la commune fait un effort significatif chaque année en inscrivant pour la modernisation de ses voies un budget de 250 000 euros, cette somme venant se rajouter aux aménagements réalisés en agglomération. Rares sont les collectivités qui peuvent dégager un tel budget pour leurs voies rurales.

### **2017.071 – Assainissement – Installation d'un réseau collectif au Vaulérault – Conventions de servitude de passage**

Monsieur le Maire rappelle que la collectivité a confié au cabinet NTE la maîtrise d'œuvre pour la création d'un réseau d'assainissement collectif dans le secteur du Vaulérault- Petit Porcon - Beauregard.

Selon les études techniques préalables, si les canalisations vont suivre pour majeure partie le cheminement de la voirie, elles impacteront au moins 3 propriétés privées situées dans le lotissement du Vaulérault. Cette situation s'avère la moins coûteuse pour les intéressés comme pour la collectivité, car à défaut, l'installation de postes de refoulement individuels aurait été nécessaire.

Il convient donc de mettre au point une convention de servitude de passage de canalisations avec les propriétaires concernés et d'en déterminer les contreparties.

A titre d'indemnité pour les intéressés, la collectivité propose de prendre en charge le prix de leur raccordement au réseau collectif.

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR                      0 CONTRE                      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **SE DECLARE FAVORABLE** à la passation de conventions de servitude sur domaine privé pour la réalisation du réseau collectif d'assainissement,
- **DIT** qu'à titre de contrepartie pour les propriétaires concernés, la commune prendra à sa charge le coût du raccordement au réseau,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les conventions à intervenir et tous documents afférents à ce dossier.

### **2017.072 – Salle des fêtes et Mairie – Remise en état du chauffage – H.P ENERGETIK**

Monsieur le Maire rappelle que chaque hiver, en période de chauffage de la salle des fêtes et de la mairie, des dysfonctionnements sont observés. La société JBJ-ENERGY (Argentré du Plessis) a effectué un audit qui a révélé de gros problèmes de régulation.

A partir du bordereau des prestations préconisées par la société JBJ-ENERGY, plusieurs entreprises de chauffage ont été contactées pour remettre le système à niveau.

Lors de sa séance du 6 juin dernier, compte tenu de l'insuffisance des offres, il avait été convenu d'ajourner ce dossier et d'élargir la consultation. De nouvelles entreprises ont donc été sollicitées pour produire un devis avant le 30 juin 2017.

Monsieur le Maire indique que seules deux sociétés ont répondu. Il propose à l'assemblée de retenir l'offre mieux-disante, soit l'entreprise HP ENERGETIK (sise à Québriac « 35190 – ZA de Rolin) pour un montant de 6120.00 € HT (soit 7 344.00 € TTC)

**Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR      0 CONTRE      0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents**

- **DECIDE** de confier les travaux de chauffage de la salle des fêtes/mairie à l'entreprise HP ENERGETIK (sise à Québriac « 35190 – ZA de Rolin) pour un montant de 6 120.00 € HT (soit 7 344.00 € TTC),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

Observation :

Les entreprises méloriennes de chauffage ont été contactées pour cet objet, mais aucune n'a souhaité remettre une offre à la collectivité.

Il est demandé au service technique d'établir un plan annuel d'entretien des bâtiments, ceci pour optimiser les investissements effectués par la collectivité sur son patrimoine, notamment en termes d'économies d'énergie.

---

## FINANCES

### **2017.073 – Contrat d'association de l' Ecole Privée – Modification du calcul – Intégration du coût des entrées piscine et transport – Délibération modificative budgétaire**

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, indique que Monsieur Laisney, Trésorier Municipal, a informé la collectivité que les dépenses de piscine des écoles (*entrées et transport*) devaient être intégrées dans le coût moyen réel d'un enfant de l'école publique qui sert de base de calcul du contrat annuel d'association. Or, ce type de dépenses avait jusqu'alors été traité hors contrat, la commune réglant les factures sur une ligne budgétaire spécifique pour l'école privée.

Il convient donc de corriger le coût moyen réel d'un enfant de l'école publique pour l'année 2016, en intégrant dans la base de calcul, les entrées piscine et transport.

Pour mémoire, calcul précédent

Maternelle : 832.36 € x 100 élèves = 83 266.00 €

Primaire : 350.24 € x 136 élèves = 47 646.24 €

Contrat année 2017 = 130 882.24 € (*délibération n° 2017.030 du 6 mars 2017*)

Calcul rectifié

Maternelle : 838.86 € x 100 élèves = 83 886.00 €

Primaire : 367.22 € x 136 élèves = 49 941.92 €

**Contrat année 2017 corrigé = 133 827.92 €.**

Donc une différence de 2 945.68 € auquel il faut retrancher la somme de 785.61 € (transport piscine réglé en janvier, février et avril 2017), soit un montant de **2 160.07 € (montant à reverser à l'OGEC via le contrat d'association 2017).**

Compte tenu de cette rectification, il y a lieu de prendre une délibération modificative budgétaire pour répartir différemment les crédits de fonctionnement, à savoir :

Article 675481-021 - Participation dépenses école privée – Contrat	+ 2 160.07 €
Article 6247-021 - Transports collectifs	- 1 021.71 €
Article 6288-021 - Autres services extérieurs ( <i>entrées piscine</i> )	- 1 138.36 €

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

20 POUR 0 Abstention 0 CONTRE

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **INTEGRE** les dépenses des entrées et transport piscine dans le calcul du coût réel moyen d'un élève de l'école publique,
- **RECTIFIE** en conséquence la participation due à l'OGEC au titre du contrat d'association 2017, laquelle s'élève désormais à 133 827,92 euros,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder au mandatement à l'OGEC de la somme de 2 160.07 € (*suivant nouveau calcul ci-dessus*).
- **ACCEPTE** les modifications budgétaires ci-dessus précitées.

#### **2017.074 – Admission en non-valeur**

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, indique que par courrier en date du 27 juin 2017, Monsieur le Trésorier de Saint-Malo propose d'admettre en non-valeur les titres émis par la collectivité en 2016 pour lesquels toutes les procédures de recouvrement ont échoué.

Une régularisation d'admission en non-valeur est donc proposée sur le budget général de la Commune.

Cet état se décline comme suit : Budget général de la commune (garderie) : 19.48 €

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique,

VU l'état des demandes d'admission en non-valeur s'élevant à 19.48 € transmis par Monsieur le Trésorier de Saint-Malo,

Considérant que Monsieur le Trésorier a justifié des diligences réglementaires pour recouvrer ces créances de la commune auprès du débiteur et que ce redevable n'habite plus à l'adresse indiquée,

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 POUR      0 Abstention      0 CONTRE

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ADMET** en non-valeur les titres de recettes dont le montant total est fixé à 19.48 €,
- **DIT** que cette dépense sera imputée au chapitre 65 – article 6541,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

---

#### **Observation générale sur les finances :**

*Monsieur Laisney, Trésorier municipal, vient de transmettre et de restituer les données de l'analyse réalisée sur la situation financière de la ville.*

*L'analyse présente l'évolution des principaux agrégats financiers de 2012 à 2016. Les données de la commune sont comparées à la moyenne départementale issue des 30 communes ayant une population de 3 500 à 5 000 habitants. L'analyse conclut qu'à la fin de l'exercice 2016, la situation financière de la commune est très saine. La commune dispose d'une capacité d'autofinancement importante, en raison notamment de sa maîtrise des charges de fonctionnement. Le niveau d'endettement est relativement faible même si beaucoup d'investissements ont été réalisés au cours des derniers exercices. Ils ont été financés principalement par le fonds de roulement.*

*Cette analyse sera transmise par mail à tous les membres du conseil municipal.*

---

## **URBANISME**

#### **2017.075 – Annulation de la délibération 2017.052 du 2 mai 2017 (*prescriptions aux opérateurs*)**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n° 2017.052 du 2 mai 2017, le conseil municipal a décidé d'inclure dans ses autorisations d'urbanisme une disposition technique spécifique aux réseaux stipulant que « *qu'une seule ouverture de chaussée sera faite pour l'ensemble des raccordements. La réfection se fera à l'identique, en enrobé à chaud* ».

Par courrier en date du 7 juin 2017, Monsieur le Préfet, au titre du contrôle de légalité, a informé la commune qu'aucune disposition du Code de l'Urbanisme ne prévoit ce type de prescription et demande à la collectivité de retirer ladite délibération.

En revanche, il appartient bien au Maire d'assurer la coordination des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies publiques en vertu des articles L.115-1 et L.141-10 du Code de la voirie routière.

Les travaux à exécuter sur et sous la voie publique donnent lieu à deux autorisations : l'arrêté de voirie portant permission de voirie (*notamment aux fins de travaux de branchements particuliers sur les réseaux publics, de la pose de compteurs, de la réalisation de « bâteaux » sur trottoirs*) et l'arrêté autorisant l'exécution des travaux couverts par l'arrêté de permission de voirie.

Le titulaire d'un permis de construire et d'une permission de voirie ne peut donc réaliser les travaux que s'il y est autorisé par le Maire.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 POUR 0 Abstention 0 CONTRE

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **RETIRE** la délibération n° 2017.052 du 2 mai 2017,
- **DIT** que la ville gèrera au moyen des permissions et arrêtés de voirie, les travaux de raccordement sollicités par les propriétaires et leurs opérateurs,
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'avertir les services de l'Etat de cette décision.

**2017.076 – Pays de Saint-Malo – Avis sur le SCOT (*Schéma de Cohérence et d'organisation Territoriale*)**

Monsieur le Maire indique que par délibération en date du 10 mars 2017, le Pays de Saint-Malo a arrêté le projet du SCOT (*Schéma de Cohérence et d'Organisation Territoriale*)

Il précise que cet arrêt du projet révisé marque la fin d'une phase de travail importante qui a duré plus de 3 ans. Conformément au Code de l'Urbanisme, cet arrêt marque également le début d'une phase plus administrative, mais néanmoins importante.

Le projet de SCOT arrêté a été adressé aux Personnes Publiques Associées (P.P.A.) à la procédure, qui disposent d'un délai de trois mois pour émettre un avis.

Le projet et les avis émis feront ensuite l'objet d'une enquête publique dont les modalités restent à définir.

Bien que les communes ne soient pas considérées comme des P.P.A., elles sont directement concernées par le projet. C'est pourquoi, sur proposition des élus délégués au pays membres de la commission SCOT, le Pays de Saint-Malo a souhaité que le projet révisé arrêté soit transmis aux communes pour avis.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (*PADD*) du SCOT.

- **Habiter, travailler, vivre et se déplacer sur le pays demain**
  - . Anticiper l'accueil démographique pour assurer la cohérence de l'organisation territoriale
  - . Mettre en œuvre une politique du logement qui réponde à tous les besoins
  - . Affirmer l'attractivité territoriale à travers une politique économique ambitieuse et cohérente.
  - . Répondre aux besoins des habitants à travers l'offre de services, d'équipements, de formation et de mobilités.
- **Une organisation territoriale répondant aux principes d'équilibre**
  - . Un pays ouvert sur les territoires voisins
  - . Mettre en œuvre un projet « sur mesure » qui valorise les diversités territoriales
  - . Une armature territoriale qui s'appuie sur toutes les composantes du territoire
- **Un projet durable qui s'appuie sur les « murs porteurs » du territoire**
  - . Diversité et qualité paysagère façonnent l'identité du territoire
  - . Assurer une gestion durable des ressources naturelles
  - . Composer l'aménagement du territoire en prenant en compte les risques et les nuisances
  - . Favoriser le développement de la biodiversité à travers l'identification de la trame verte et bleue
  - . Conforter le rôle structurant des pratiques agricoles.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont :**

21 POUR 0 Abstention 0 CONTRE

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité, EMET** un avis favorable au projet de SCOT (*Schéma de Cohérence et d'Organisation du Territoire*) tel que présenté par le Pays de Saint-Malo.

#### Observations :

- *PLAN LOCAL d'URBANISME : Il est rappelé que le futur SCOT sera opposable aux documents d'urbanisme. C'est la raison pour laquelle, au sein des ateliers du Pays, la collectivité a pris soin de suivre de près les travaux d'élaboration du SCOT, afin que le PLU communal soit conforme à celui-ci. L'avis du Pays sur le PLU de Saint-Méloir des Ondes sera favorable avec quelques observations sur la densité de logements/hectare.  
Pour l'heure, la commune a aussi obtenu un avis favorable de la CDPENAF pour les 4 STECAL (secteur de taille et de capacité limités) inscrits au projet : Les Nielles, Vaulerault, Le Bouillon, La Ville es Gars. L'avis de la Commission des sites sera également favorable. Doivent parvenir les avis suivants avant le 21 juillet : Chambre d'agriculture, Etat, Autorité Environnementale et Saint-Malo Agglomération. Le Tribunal Administratif a été saisi pour désigner un commissaire-enquêteur pour une enquête publique prévue de mi-septembre à mi-octobre.*
- *L'opération d'habitat « Le Jardin des Maraîchers » peut avancer indépendamment de la procédure de PLU, puisqu'elle a été ouverte au moyen d'une procédure de déclaration de projet.*
- *Pour ce qui concerne la loi SRU et les pénalités dues au titre du retard de réalisation de logements locatifs sociaux, la commune bénéficiera d'une exonération de 3 ans (renouvelable 2 fois). Les services de l'Etat ont en effet admis que si l'effort en faveur du logement social devait se poursuivre, le retard de la collectivité était difficilement rattrapable.*

---

## **AFFAIRES COMMUNAUTAIRES**

### **2017.077 – Approbation du rapport définitif de la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT)**

Le Maire donne lecture du courrier de la communauté d'agglomération invitant le conseil municipal à émettre son avis sur le dernier rapport de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges) qui a été adopté le 11/05/2017 par le conseil communautaire.

Les règles d'évaluation des transferts de charges ont été modifiées par l'article 183 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dans le sens d'une plus grande équité.

Ces règles sont définies par le IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI).

**Les dépenses de fonctionnement**, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le **coût des dépenses liées à des équipements** concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des **ressources afférentes à ces charges**. Cette évaluation est réalisée par la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT dont le rapport est alors soumis aux conseils municipaux qui doivent l'adopter à la majorité qualifiée prévue à l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

En pratique, il revient à la CLECT, assistée, le cas échéant, par des experts, d'analyser précisément la charge financière transférée par chaque commune membre à l'EPCI, ce qui suppose donc d'établir précisément le champ des compétences transférées au groupement, sur la base des statuts de ce dernier dûment approuvés par arrêté préfectoral, ainsi que des délibérations en vigueur définissant l'intérêt communautaire de chaque compétence transférée.

Une fois déterminée précisément l'étendue des compétences transférées au groupement, la CLECT est amenée à analyser, pour chaque commune, les dépenses afférentes à chacune de ces compétences, et ce, selon une méthodologie fixée par la loi. De même, la détermination des charges transférées suppose également l'analyse, par la CLECT, des recettes afférentes à chacune des compétences considérées, et ce, afin d'arriver à établir le coût net des charges transférées.

### **L'adoption du rapport par la CLECT**

Une fois adopté par la CLECT et par les conseils municipaux à la majorité qualifiée visée ci-dessus, le rapport constitue la « base de travail » indispensable pour déterminer le montant de l'attribution de compensation qui sera versée par la communauté à chaque commune membre, et qui constitue, pour le groupement une dépense obligatoire. En effet, le montant net des charges transférées est déduit du montant de l'attribution de compensation versée à chaque commune.

Suite aux transferts de compétences décidés par la loi NOTRe du 7 août 2015, la CLECT (Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges) s'est réunie les 27 septembre et 24 octobre 2016, 17 janvier et 28 mars 2017, afin de déterminer le montant des charges transférées pour les compétences suivantes :

- Contingent SDIS (services...),
- Aménagement, entretien et gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage,
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des risques d'inondation (GEMAPI),
- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme.

Lors de sa séance du 28 mars 2017, la CLECT (Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges) a **adopté le rapport présentant la méthode utilisée pour procéder aux évaluations de charges et de recettes par section comme suit :**

- **Pour la section de fonctionnement** : méthode d'évaluation de droit commun (coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert),

- **Pour la section d'investissement** : méthode d'évaluation dérogatoire consistant à prendre en compte un coût standard de renouvellement des équipements, auquel est appliqué ensuite le taux d'autofinancement de la commune (pour tenir compte des emprunts souscrits – méthode intitulée « méthode CAF brute » dans le rapport de la CLECT). Cette méthode dérogatoire a pour objectif de pénaliser le moins possible les communes sur leur attribution de compensation, tout en donnant à l'agglomération une marge de manœuvre financière pour financer les investissements futurs.

Après l'adoption du rapport de la CLECT (*Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges*) par les communes, Saint-Malo Agglomération pourra délibérer sur le **montant de l'attribution de compensation définitive** au titre de l'année 2017 pour chaque commune membre.

Vu la décision du conseil communautaire en date du 11/05/2017 adoptant ce rapport,

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

21 POUR    0 CONTRE    0 Abstention

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ÉMET** un avis favorable au rapport définitif de la CLECT (Commission Locale d'Évaluation de Transfert de Charges) ci-joint annexé,
- **APPROUVE** l'évaluation des charges transférées du rapport de la CLECT selon la méthode de droit commun, pour la section de fonctionnement,
- **APPROUVE** l'évaluation des charges transférées du rapport de la CLECT selon la méthode dérogatoire, pour la section d'investissement,
- **APPROUVE** le montant des attributions de compensation définitives pour l'année 2017.



### Observations :

*Des échanges s'instaurent au sein de l'assemblée au sujet des nombreux transferts de compétences rendus obligatoires par le législateur au profit de l'intercommunalité. Cette montée en puissance des agglomérations au détriment de l'échelon de base que constitue la commune est ressentie avec une grande crainte.*

*Pour beaucoup, cette modification du paysage administratif local pourrait à terme signifier la disparition des communes ou du moins transformer celles-ci en structures vides, dépourvues de tout pouvoir réel de décision.*

## **AFFAIRES GENERALES**

### **2017.078 – Modalités de dissolution du SIVOM – Prorogation au 31 décembre 2017 – Décision budgétaire modificative**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 14 décembre, le conseil d'administration du SIVOM avait décidé de prolonger le fonctionnement du SIVOM jusqu'au 30 juin 2017, le temps notamment de poursuivre les négociations avec la Communauté d'Agglomération sur les conditions de reprise du « point Accueil Emploi » (P.A.E.) et les modalités de transfert de l'ancienne décharge.

Pour des raisons pratiques, la dissolution du SIVOM est repoussée au 31 décembre 2017.

#### **Point Accueil Emploi**

La mise en place d'un service commun P.A.E. au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a reçu l'adhésion du bureau de Saint-Malo Agglomération le 6 avril 2017.

Le PAE devant rester un service de proximité, il sera juste élargi à la commune de Plerguer qui rejoindra les communes de Cancale, Saint-Méloir des Ondes, Saint-Benoit des Ondes et Saint-Coulomb. Saint-Méloir des Ondes participera à hauteur de 2,70 €/habitant en 2018. Un droit d'entrée préférentiel est réservé à la commune de Plerguer, nouvelle entrante, au prix de 0.50 €/habitant.

#### **Ancienne décharge de Blessin**

En cas de dissolution, un arrêté de 2005 décharge le SIVOM de toute responsabilité relative à l'ex-décharge, laquelle reviendrait à la commune de Saint-Méloir des Ondes sur laquelle se situent les terrains concernés, ce qui n'est pas acceptable.

Outre les communes du SIVOM, il est bon de rappeler qu'autrefois, cette ancienne décharge a été aussi utilisée par les agriculteurs du pays malouin pour y déposer leurs excédents légumiers.

Toutefois, il serait possible pour Saint-Malo Agglomération de devenir propriétaire du terrain de l'ancienne décharge, ce qui lui en donnerait alors la responsabilité. En ce sens, le SIVOM propose de vendre à Saint-Malo Agglomération les terrains de l'ex-décharge moyennant un euro symbolique. Monsieur le Président du SIVOM doit saisir Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine et Monsieur le Président de Saint-Malo Agglomération de cette solution.

#### **Décision budgétaire modificative**

Compte tenu de la prolongation du fonctionnement du SIVOM jusqu'au 31/12/2017, la commune doit prévoir des virements de crédits sur le budget général, à savoir :

Article 65548-52	- Autres contributions	+ 8 500 €
Article 022.01	- Dépenses imprévues	- 8 500 €

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**POUR 21      CONTRE 0      Abstention**

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **PREND** acte de la prolongation de fonctionnement du SIVOM jusqu'au 31 décembre 2017,
- **ACCEPTE** les virements de crédits de fonctionnement ci-dessus précités,
- **REFUSE** que les charges et la responsabilité induite par l'ex-décharge reviennent à la commune de Saint-Méloir des Ondes,
- **CHARGE** Monsieur le Président du SIVOM de solliciter l'avis de Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine sur le projet de cession à l'euro symbolique des terrains de l'ex-décharge à Saint-Malo Agglomération.

## **2017.079 - Parc Naturel Régional Rance-Côte d'Emeraude / Projet d'engagement de la Commune dans le périmètre d'étude**

Monsieur le Maire indique que par lettre du 18 mai 2017, M. Jean-Francis Richeux, Vice-Président de CŒUR, sollicite l'avis de principe de la commune sur son engagement dans les études du Parc Naturel Régional Rance-Côte d'Emeraude.

### **Exposé et motifs :**

Un Parc Régional Naturel est un territoire habité aux patrimoines, naturels et culturels, remarquables dont les acteurs locaux se réunissent autour d'un projet concerté de développement durable. Le classement d'un territoire en Parc Naturel Régional relève de l'Etat, sur l'initiative des Conseils Régionaux. Il revient à une structure locale d'impulser et de construire un projet de PNR.

51 PNR existent aujourd'hui en France (en métropole et Outre-Mer), représentant 15 % du territoire national. De nombreux pays en Europe et ailleurs, en s'inspirant de ce modèle français, se sont depuis dotés de PNR ou d'outils similaires.

Le territoire de la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES n'est aujourd'hui pas inclus dans le périmètre d'étude du Parc Naturel Régional (PNR) Rance- Côte d'Emeraude arrêté en décembre 2008 par délibération du Conseil Régional de Bretagne.

Il compte actuellement 64 communes (*et non plus 66, depuis la création de Beausais-sur-Mer*) et concerne pour tout ou partie 4 communautés d'agglomération ou de communes

La commune de Saint-Malo, de par son niveau de population, a vocation de devenir « Ville-Porte » du Parc comme cela est le cas dans la plupart des PNR. La demande de modification sera faite auprès du Conseil Régional de Bretagne.

Le projet PNR est porté par l'association CŒUR Emeraude (*Comité des élus et usagers de la Rance et de la Côte d'Emeraude*), sous mandat et avec le soutien du Conseil Régional de Bretagne. Les Conseils Départementaux des Côtes d'Armor et d'Ille-et-Vilaine soutiennent également le projet depuis son origine.

Si le PNR est créé, un syndicat mixte devra succéder à l'association CŒUR Emeraude. Il rassemblera alors les Communes, les Communautés de communes et d'agglomération concernées et ayant souhaité faire partie du PNR, les Conseils Départementaux des Côtes d'Armor et d'Ille-et-Vilaine et le Conseil Régional de Bretagne. Le syndicat mixte ne se substituera pas aux collectivités, mais sera chargé par elles-mêmes de missions nécessaires pour mettre en œuvre le projet. Elles en fixeront le budget et la gouvernance.

Le Parc Naturel Régional Rance Côte d'Emeraude serait le 3<sup>ème</sup> PNR de Bretagne.

Il représente une opportunité pour mieux préserver et valoriser les richesses locales, naturelles et humaines, mettre en lumière un territoire dans son ensemble au niveau national et international, encourager le développement économique local et durable.

C'est aussi un outil innovant, souple et géré par les collectivités. Facteur de cohérence, il permettrait de rassembler les acteurs locaux et renforcer les liens au sein de ce territoire historique, de cet espace de vie, aujourd'hui entre deux départements et entre le littoral et le sud.

Un avant-projet de charte, définissant les orientations des acteurs du territoire sur 15 ans, a été élaboré et sera transmis au Conseil Régional de Bretagne qui l'examinera en session plénière de juin 2017 et devrait ensuite le soumettre à l'Etat pour avis intermédiaire.

L'Etat consultera plusieurs instances, notamment le Conseil National de la protection de la nature, les administrations centrales et déconcentrées en région, la Fédération des PNR de France, et devrait remettre son avis fin 2017. Ensuite, le projet de charte sera retravaillé pour prendre en compte les avis, puis soumis à enquête publique et ensuite modifié en conséquence.

Ce ne sera qu'ensuite (*période envisagée : second semestre 2018*), que chaque commune, Communauté de communes ou d'agglomération, Conseil départemental sera amené à faire part, par délibération, de son choix de rejoindre ou non le PNR selon la consultation de 4 mois prévue par le Code de l'Environnement.

La décision finale du Conseil Régional de Bretagne suivra pour enfin aboutir à la demande de classement auprès de l'Etat — par Décret du Premier Ministre.

**Afin de conforter le dossier de candidature, avant saisine des instances nationales pour avis intermédiaire, CŒUR Emeraude, en accord avec la Région Bretagne, a souhaité lancer une consultation**

préalable de principe des communes incluses dans le périmètre et intercommunalités concernées, non imposées par les textes, sur la réaffirmation ou non de leur engagement en faveur du projet de Parc Naturel régional Rance-Côte d'Emeraude.

Quelques communes limitrophes de ce périmètre d'étude, et en cohérence avec l'identité du territoire, ont manifesté leur intérêt pour le PNR. Elles sont également invitées à se prononcer sur leur souhait de s'engager dans le projet. Leur demande sera soumise par CŒUR Emeraude à délibération du Conseil Régional.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur son engagement dans le projet de Parc Naturel Régional Rance-Côte d'Emeraude.

*L'inscription des communes dans le périmètre d'étude du PNR n'engage en rien celles-ci à faire partie du PNR à terme.*

*Ainsi, il reviendra à chaque Conseil Municipal de se prononcer sur l'adoption de la Charte et son adhésion au Syndicat mixte du parc Naturel Régional Rance-Côte d'Emeraude lors de la consultation finale prévue par le Code de l'Environnement (envisagée au second semestre 2018).*

*Il en est de même pour les Communautés de communes et d'agglomération dont le territoire est compris pour tout ou partie dans le périmètre d'étude du PNR.*

*Le classement ou non du territoire de chaque commune dans le PNR sera déterminé par le vote du Conseil Municipal. La décision positive ou négative de la communauté de communes ou d'agglomération de laquelle est membre une commune, ne l'emporte pas sur celle de la commune.*

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- **VU** le Code de l'Environnement
- **VU** la délibération du Conseil Régional n° 08-P NR/1 des 18, 19 et 20 Décembre 2008 portant sur « l'initiative de création du Parc Naturel Régional Rance-Côte d'Emeraude » ;
- **VU** le courrier de sollicitation de CŒUR Emeraude en avril 2017
- **CONSIDERANT** l'intérêt que pourrait représenter un Parc Naturel régional pour le territoire Rance-Côte d'Emeraude ;
- **CONSIDERANT** que l'engagement de la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES dans le projet de PNR ne vaut pas approbation par celle-ci du classement de son territoire dans le PNR ;

**Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,**

**Après un vote dont les résultats sont les suivants :**

**20 POUR    0 CONTRE    1 Abstention**

**Le Conseil Municipal, à la majorité de ses membres présents, SE DECLARE FAVORABLE** à l'intégration du territoire de Saint-Méloir des Ondes dans le périmètre d'étude du Parc Naturel Régional Rance-Côte d'Emeraude afin de pouvoir s'engager dans le projet jusqu'à la consultation des collectivités territoriales et des communautés d'agglomération et de communes prévue par le Code de l'Environnement.

*Observations : Des échanges s'instaurent au sein de l'assemblée sur le bienfondé d'un classement en Parc Naturel Régional, notamment sur les impacts attendus en matière de retombées économiques et touristiques, sur les contraintes (urbanistiques....) et coûts engendrés par une telle labellisation (participation des collectivités...), données qui demeurent méconnues à ce stade.*

Le secrétaire de séance  
**Loïc LESNE**



**Séance close à 22 h00**

Le Maire  
**René BERNARD**



